

Vers un monde sans armes nucléaires

*Article d'opinion de Willy Claes, Jean-Luc Dehaene, Louis Michel et Guy Verhofstadt
publié dans deux journaux belges « De Standaard » et « Le Soir » du 19 février 2010*

L'engagement du président Barack Obama en vue d'éliminer toutes les armes nucléaires, mérite un soutien urgent. Alors que dans le passé les armes nucléaires ont pu être considérées comme un facteur stabilisateur, aujourd'hui, tant la dissémination des armes nucléaires qui continue de progresser que le risque croissant d'un attentat terroriste exigent une réaction radicale. La Guerre Froide est terminée. Il est temps d'adapter notre politique nucléaire aux circonstances nouvelles. Des pays comme le Pakistan, l'Inde et la Corée du Nord se sont récemment joints au club nucléaire. La probabilité que l'Iran et d'autres pays dans la région les suivent est réelle, ce qui conduira à une déstabilisation sans précédent dans cette région déjà tellement instable. Nous posons donc la question cruciale: comment gérer cette situation ?

Il est impossible de refuser aux autres états d'acquérir des armes nucléaires, aussi longtemps que nous-mêmes en disposons. Le choix est donc clair : un monde où on accepte que de plus en plus d'états produisent des armes nucléaires, ou bien un monde où les neuf puissances nucléaires actuelles renoncent fondamentalement à mettre l'accent sur les armes nucléaires et prennent au sérieux l'objectif de les éliminer. Ces pays détenteurs doivent respecter les accords internationaux visant à éliminer leur arsenal nucléaire, ce qu'ils n'ont pas fait, bien que cela soit imposé par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui a été signé par tous les pays officiellement détenteurs. Si des experts comme Henry Kissinger et Georges Schultz s'expriment résolument pour un monde sans armes nucléaires, nous devons aussi relancer le débat public. A l'exemple des initiatives prises aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie, en Pologne et en Norvège, nous devons également plaider pour un monde sans armes nucléaires. Ceci n'est pas un rêve naïf, mais un objectif politique, ambitieux mais réaliste. Aucun argument sérieux ne condamne la faisabilité de cet objectif.

Tout comme le réchauffement de la planète, ce problème doit être saisi aujourd'hui même. A court terme, il faut un engagement renforcé de tous les puissances nucléaires, pas seulement des Etats-Unis et du Royaume-Uni, afin d'atteindre un « niveau zéro ». L'occasion en sera la prochaine Conférence de Révision du TNP en mai 2010. En même temps, ce nouvel engagement doit être concrétisé : une réduction drastique de toutes les armes nucléaires stratégiques et tactiques déployées ou non ; la ratification du « Comprehensive Test Ban Treaty » ; la négociation d'un accord interdisant la production de matière fissile militaire ; une déclaration de « no-first-use »; ou, mieux encore, déclarer illégal l'emploi de ces armes de destruction massive. Il faut dès lors entamer des négociations multilatérales dans le but de réaliser une Convention sur les Armes Nucléaires. Celle-ci doit interdire les armes nucléaires, comme on l'a fait pour les armes chimiques et biologiques, et en fixer le délai d'exécution.

Quel rôle peut jouer la Belgique?

Les armes nucléaires tactiques Américaines en Europe ont perdu toute importance militaire. Leur intérêt politique résiduel - comme symbole du lien transatlantique - est largement insuffisant pour justifier leur présence, sachant que cette présence continue de signifier pour le reste du monde que ces armes nucléaires sont une « nécessité ». En poursuivant cette politique, nous stimulons indirectement la prolifération et nous minons la sécurité de notre

pays, ce qui est contraire à nos objectifs. La Belgique connaît aujourd'hui un large soutien social pour le retrait de ces armes nucléaires. 348 villes et communes ont rejoint le réseau « *Mayors for Peace* ». Nous appelons notre gouvernement à suivre l'exemple du gouvernement Allemand et à plaider au sein de l'OTAN pour un retrait rapide des armes nucléaires. Une réalisation rapide de cette demande pourrait être interprétée comme un signal positif évident par les pays non-nucléaires à la prochaine Conférence de Révision du TNP. La révision du Cadre Stratégique de l'OTAN offre une opportunité à saisir pour la révision intégrale de la politique nucléaire de l'Alliance. L'idéal est que ceci se fasse en négociation avec la Russie, afin de réaliser une réduction proportionnelle des armes russes. Néanmoins, il faut parfois avoir l'audace de montrer l'exemple, dans l'espoir que d'autres s'en inspirent.

Le moment est crucial. Jusqu'il y a peu, l'élimination des armes nucléaires tactiques en Europe était du point de vue diplomatique une affaire mort-née. Depuis les engagements de l'administration Obama l'évolution est possible. Nous implorons nos successeurs à œuvrer dans le même sens : c'est le moment ou jamais.

Le retrait des armes nucléaires ne doit pas être confondu avec le débat sur le bouclier anti-missiles. Si l'enjeu est d'éliminer la menace des armes de destruction massive, alors des avancées réelles vers un désarmement général sont plus efficaces que l'option de lier notre sécurité à une technologie aléatoire, qui est de plus perçue comme facteur de déstabilisation par les grandes puissances qui n'ont pas les moyens d'en disposer. Une nouvelle course aux armements doit être évitée à tout prix. C'est notre responsabilité devant les générations futures.

Willy Claes, ancien ministre belge des Affaires Etrangères, ancien secrétaire général de l'OTAN

Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre de la Belgique, membre du Parlement Européen

Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires Etrangères, ancien UE-commissaire, membre du Parlement Européen

Guy Verhofstadt, ancien premier ministre de la Belgique, président de la fraction libérale au Parlement Européen